



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'économie,  
de la formation et de la recherche DEFR

**Secrétariat d'Etat à la formation,  
à la recherche et à l'innovation SEFRI**

# **Ordonnance relative à la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE)**

et

## **Ordonnances du DEFR relatives à la LEHE**

---

Rapport explicatif

Projet du 5 mai 2014 en vue de la procédure d'audition



## **I. Contexte**

Les nouvelles dispositions constitutionnelles sur la formation obligent la Confédération et les cantons, dans le cadre de leurs attributions, à veiller conjointement à la qualité et à la perméabilité de l'espace suisse de formation. Pour ce qui est des hautes écoles (art. 63a Cst), le nouvel article les concernant oblige la Confédération et les cantons à mettre en place une coordination commune et à garantir l'assurance de la qualité dans le domaine suisse des hautes écoles. Dans le cadre de ces missions, la Confédération et les cantons seront amenés à conclure des contrats et à déléguer certaines compétences à des organes communs. La loi fédérale sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles<sup>1</sup> (LEHE) approuvée par les Chambres fédérales le 30 septembre 2011 concrétise les nouvelles dispositions constitutionnelles et crée les bases nécessaires pour assurer la compétitivité, la perméabilité et la qualité de l'espace suisse des hautes écoles. La LEHE définit les compétences qui peuvent être déléguées aux organes communs, les principes d'organisation et les procédures de coordination à appliquer au domaine suisse des hautes écoles. Elle précise également l'obligation constitutionnelle de la Confédération en matière de financement des universités cantonales et des hautes écoles spécialisées sur la base de principes uniformes de financement. Elle le fait en tenant compte de l'autonomie des hautes écoles et de la diversité des tâches des hautes écoles. Elle n'affecte pas les compétences et les responsabilités des collectivités responsables.

L'entrée en vigueur de la LEHE requiert que les cantons concluent de leur côté un concordat sur les hautes écoles parallèle à la loi fédérale<sup>2</sup>. Sur ces bases respectives, la Confédération et les cantons passeront ensuite une convention de coopération. La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a approuvé le 20 juin 2013 le concordat sur les hautes écoles en vue de l'achèvement des procédures de ratification sur le plan cantonal. Le concordat sur les hautes écoles peut entrer en vigueur si au moins quatorze cantons, dont au minimum huit cantons universitaires, le ratifient.

Il est prévu que l'entrée en vigueur de la LEHE se fasse par étape. La présente ordonnance relative à la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE) contient des dispositions d'exécution concernant la première entrée en vigueur de la LEHE.

La procédure d'audition porte également sur deux projets d'ordonnances du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) relatives au domaine des hautes écoles spécialisées (HES). Il s'agit de l'ordonnance du DEFR du 4 juillet 2000 sur l'obtention a posteriori du titre d'une haute école spécialisée<sup>3</sup> et de l'ordonnance du DEFR du 2 septembre 2005 concernant l'admission aux études dans les hautes spécialisées<sup>4</sup>. Les deux ordonnances sont déjà en vigueur et seront maintenues sous le régime de la LEHE.

---

<sup>1</sup> FF 2011 6863

<sup>2</sup> <http://www.edk.ch/dyn/11740.php>

<sup>3</sup> RS 414.711.5

<sup>4</sup> RS 414.715



## **II. Ordonnance relative à la loi sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (O-LEHE)**

### **1. Présentation générale**

#### **1.1 Entrée en vigueur de la LEHE**

Compte tenu des procédures d'adhésion au concordat sur les hautes écoles en cours dans les cantons, le Conseil fédéral prévoit une entrée en vigueur de la LEHE début 2015. L'entrée en vigueur de la LEHE se fera en deux étapes (art. 81, al. 3, LEHE), vu la nécessité de coordonner la transition depuis de la loi du 8 octobre 1999 sur l'aide aux universités<sup>5</sup> (LAU) et de la loi du 6 octobre 1995 sur les hautes écoles spécialisées<sup>6</sup> (LHES) conformément à l'art. 80 LEHE. Alors que les dispositions concernant les organes, l'accréditation et les dispositions transitoires s'appliqueront déjà au début 2015, l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives au financement est prévue seulement pour la période FRI 2017-2020. La Conférence suisse des hautes écoles doit prendre au préalable une série de décisions concernant le nouveau financement et la coordination en commun. De ce fait, les organes doivent déjà être constitués, mais les dispositions relatives à la coordination en commun ne s'appliquent pas encore. Dans le cadre de la première entrée en vigueur de la LEHE, il est donc prévu que seuls les organes communs soient constitués, que les nouveaux systèmes d'assurance de la qualité et d'accréditation soient déployés et que les dispositions transitoires et finales entrent en vigueur.

Les dispositions suivantes de la LEHE devraient entrer en vigueur le **1<sup>er</sup> janvier 2015**:

- *art. 1 à 35*: Dispositions générales, Convention de coopération, Organes communs, Admission aux hautes écoles et nature des études dans les hautes écoles spécialisées, Assurance de la qualité et accréditation;
- *art. 45 à 46*: Droit aux contributions
- *art. 62 à 81*: Protection des appellations et des titres, Sanctions et voies de droit, Compétence du Conseil fédéral en matière de conclusion d'accords internationaux, Dispositions finales.

Selon la planification actuelle, les dispositions restantes ci-après devraient entrer en vigueur le **1<sup>er</sup> janvier 2017** :

- *art. 36 à 44*: Coordination de la politique des hautes écoles à l'échelle nationale et répartition des tâches;
- *art. 47 à 61*: Contributions (sans les art. 45-46) et Types de contributions et financement, Contributions de base, Contributions d'investissements et participations aux frais locatifs, Contributions liées à des projets.

Le délai pour l'entrée en vigueur de la LEHE dépend du déroulement de la procédure de ratification sur le plan cantonal et devra être adapté en conséquence.

#### **1.2 Objet de l'ordonnance**

Le présent projet d'ordonnance contient uniquement les dispositions requises pour la première entrée en vigueur de la LEHE. Il s'agit en l'occurrence des dispositions concernant la répartition des compétences au sein de la Confédération et des dispositions d'exécution concernant les dispositions

---

<sup>5</sup> RS 414.20

<sup>6</sup> RS 414.71



transitoires de la LEHE. Comme les dispositions de la LEHE concernant le financement n'entrent en vigueur que dans un second temps, les dispositions concernant les articles sur le financement ne sont pas contenues dans la présente ordonnance.

Selon la planification actuelle, il est prévu que l'O-LEHE sera complétée le 1<sup>er</sup> janvier 2017 par des dispositions d'exécution concernant les articles sur le financement, c'est-à-dire que le Conseil fédéral procédera à ce moment-là à une révision totale de l'O-LEHE. Le projet de révision totale fera également l'objet d'une audition.

## **2. Commentaires des articles de l'O-LEHE**

### **Titre de l'ordonnance**

Le titre de l'ordonnance est déduit de celui de la loi.

### **Préambule**

La présente ordonnance se fonde sur la LEHE dans son ensemble. Vu que la loi comporte différentes dispositions fondant des compétences, on peut renoncer à mentionner les différents articles de la loi et se contenter de faire référence à la loi dans son ensemble.

### **Section 1 Compétences**

La LEHE prévoit que la Conférence suisse des hautes écoles (ci-après CSHE) soit présidée par le membre compétent du Conseil fédéral (art. 14, al. 2, LEHE). Elle dispose aussi que la gestion des affaires de la CSHE soit confiée à la Confédération (art. 14, al. 4, LEHE). La formulation «le membre compétent du Conseil fédéral» fait référence à l'époque où la LEHE a été élaborée conjointement par les deux départements compétents en matière de hautes écoles, à savoir le Département fédéral de l'intérieur (DFI) et l'ex-Département fédéral de l'économie (DFE). Le 29 juin 2011<sup>7</sup>, le Conseil fédéral a arrêté une réorganisation des départements dans le but de réunir les domaines de la formation, de la recherche et de l'innovation sous un même toit. Le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) et le domaine des écoles polytechniques fédérales, tous deux relevant alors du DFI, ont fusionné avec l'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) qui était anciennement intégré au DFE. Le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) a été créé le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Simultanément, le SER et l'OFFT ont fusionné pour devenir le nouveau Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

#### **Art. 1 Membre compétent du Conseil fédéral**

Conformément à l'art. 14, al. 2, LEHE, il revient au Conseil fédéral de déterminer le membre compétent du Conseil fédéral *in corpore* qui le représente (art. 11, al. 1, let. a et art. 12, al. 1, let. a, LEHE) et, par là même, qui sera la «voix de la Confédération» au sein de la CSHE (art. 16, al. 2, let. b et art. 17, al. 2, let. b, LEHE). Comme actuellement seul un département fédéral est compétent pour l'ensemble des hautes écoles et leur politique, le Conseil fédéral définit par la présente ordonnance que le chef du DEFR assume la représentation de la Confédération au sein de la CSHE (*al. 1*). Au sein du CSHE, le chef du DEFR est compétent pour toutes les questions qui sont liées à la LEHE, à la convention de coopération et au concordat sur les hautes écoles et qui relèvent de la CSHE, l'organe en charge de la politique des hautes écoles.

<sup>7</sup> [www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=39931](http://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=39931)



L'al. 2 précise que la suppléance est régie par la règle générale des suppléances au sein du Conseil fédéral (art. 22 de la loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration<sup>8</sup>, LOGA).

**Art. 2** *Département compétent*

L'art. 14, al. 4, LEHE dispose que le Conseil fédéral charge un département de la gestion des affaires de la CSHE. Le Conseil fédéral veille à l'organisation rationnelle de l'administration fédérale (art. 8 LOGA<sup>9</sup>). Il règle par voie d'ordonnance quels domaines sont compétents pour les affaires concernées (art. 47 LOGA), si bien qu'il revient au Conseil fédéral de décider quel organe assume la gestion de la CSHE. Les affaires sont attribuées à l'unité qui a la maîtrise politique et matérielle du domaine (art. 13 de l'ordonnance du 25 novembre 1998 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration, OLOGA)<sup>10</sup>. Cette disposition implique la gestion directe par l'office fédéral compétent, en l'occurrence le SEFRI. Elle correspond déjà à la nouvelle organisation du SEFRI, approuvée par le DEFR, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014<sup>11</sup>. La nouvelle organisation prévoit que l'actuel secrétaire général de la Conférence universitaire suisse (SG CUS) soit intégré dans la division Hautes écoles du SEFRI, dès que la LEHE sera entrée en vigueur.

**Section 2 Dispositions d'exécution relatives aux dispositions transitoires de la LEHE**

**Art. 3** *Prorogation de dispositions de la loi sur l'aide aux universités et de la loi sur les hautes écoles spécialisées*

Comme l'entrée en vigueur de la LEHE se fera en deux temps, il importe de continuer à utiliser certaines parties des dispositions actuelles de la LAU et de la LHES jusqu'à la seconde entrée en vigueur de la LEHE. Les dispositions de la LEHE relatives au financement entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017 (art. 80 et 81 LEHE, voir aussi point. 1.1). Par conséquent, les art. 13 à 21 (Aides financières, Subventions de base, Contributions forfaitaires allouées aux institutions, Contributions liées à des projets) et 23 (Exécution) de la LAU ainsi que les art. 18 et 19 (Subventions fédérales) et 23 (Exécution) de la LHES resteront applicables jusqu'à fin 2016. En ce qui concerne le maintien en application des ordonnances afférentes, il faut se référer aux commentaires relatifs aux art. 13 et 14.

**Art. 4** *Changement de statut des écoles supérieures en hautes écoles spécialisées et obtention a posteriori d'un titre*

Conformément à l'art. 78, al. 2, LEHE, le Conseil fédéral est compétent pour régler les modalités du changement de statut des écoles supérieures reconnues en hautes écoles spécialisées et le port des titres décernés à ce jour. Cette disposition correspond à la réglementation prévue à l'art. 25, al. 1, LHES. Elle constitue la base de la transformation des titres attribués selon l'ancien droit. Concrètement, des personnes titulaires d'un diplôme d'une école ayant accédé ultérieurement au statut de haute école spécialisée peuvent, à certaines conditions, demander l'obtention a posteriori du titre de haute école spécialisée. L'art. 4, al. 1 confère au DEFR, déjà chargé de cette tâche, les compétences en matière de modalités d'application.

---

<sup>8</sup> RS 172.010

<sup>9</sup> RS 172.010

<sup>10</sup> RS 172.010.1

<sup>11</sup> <http://www.sbf.admin.ch/aktuell/medien/00483/00594/index.html?lang=fr&msg-id=52033>



**Art. 5**                    *Domaines d'études des hautes écoles spécialisées et filières d'études bachelor rattachées à ces domaines*

En vertu de l'art. 25, al. 2, LEHE, le Conseil des hautes écoles précise les conditions d'admission à certains domaines d'études des hautes écoles spécialisées. Jusqu'à ce que le Conseil des hautes écoles soit en mesure d'assumer cette compétence, les conditions d'admission actuelles (cf. art. 73, al. 2 à 4, LHES) gardent leur validité<sup>12</sup>. Conformément à ces conditions, une distinction concernant l'admission aux études dans les hautes écoles spécialisées est faite, d'une part, entre les domaines «Technique, économie, design» (TED) et «Santé, social et art» (SSA) et, d'autre part, au sein des diverses filières d'études bachelor dans ces deux domaines. Dans le but d'attribuer de manière univoque les filières d'études bachelor à un domaine d'études spécifique, l'art. 5 renvoie en *annexe* à la liste des domaines d'études et des filières d'études bachelor mentionnées actuellement dans l'annexe de l'ordonnance du DEFR concernant les filières d'études, les études postgrades et les titres dans les hautes écoles spécialisées<sup>13</sup>. La nouvelle liste fait toutefois mention de toutes les filières d'études bachelor autorisées, et pas uniquement, comme c'est le cas actuellement, des filières d'études bachelor accréditées.

**Art. 6**                    *Reconnaissance fédérale des diplômes délivrés par les hautes écoles spécialisées*

Actuellement, les diplômes bachelor, master et master postgrade délivrés par les hautes écoles spécialisées sont reconnus et protégés sur le plan fédéral (art. 7, al. 3, let. a; art. 8, al. 2, let. b; art. 22 LHES). L'al. 1 veille à ce que la reconnaissance fédérale et la protection des titres s'appliquent aux diplômes bachelor, master et master postgrade sanctionnant des études démarrées avant l'entrée en vigueur de la LEHE et achevées au plus tard six ans après l'entrée en vigueur de la loi. En ce qui concerne les diplômes reconnus et protégés sur le plan fédéral, l'al. 2 reprend le libellé exact du titre tel que fixé aux art. 6 et 7, al. 1 de l'ordonnance du DEFR concernant les filières d'études, les études postgrades et les titres dans les hautes écoles spécialisées. Avec l'entrée en vigueur de la LEHE, la reconnaissance et la protection des titres par la Confédération des diplômes bachelor, master et master postgrade des hautes écoles spécialisées deviendront caduque. L'art. 78 LEHE dispose cependant que les diplômes bachelor, master et master postgrade reconnus par la Confédération, délivrés par les hautes écoles spécialisées selon l'ancien droit, restent protégés conformément à l'ancien droit (c.-à-d. la LHES). Le Conseil des hautes écoles édictera alors les prescriptions relatives à la reconnaissance des diplômes (art. 12, al. 3, let. a, ch. 3, LEHE). Les réglementations cantonales et intercantionales garantissent la protection des titres.

**Art. 7**                    *Demandes de contributions pour des investissements immobiliers*

Afin d'assurer un passage réglementaire et transparent pour les investissements immobiliers conformément à la LAU et à la LHES, la présente ordonnance prévoit que les demandes transmises de manière complète d'ici au 31 juillet 2016 seront examinées selon l'ancien droit (LAU et LHES) (al. 1). Ce délai de dépôt des demandes découle des directives «Subventions fédérales aux investissements et aux locations (hautes écoles spécialisées)» du 1<sup>er</sup> janvier 2013<sup>14</sup>, selon lesquelles l'examen des demandes dure cinq mois au minimum. En conséquence, il n'est possible d'examiner et d'arrêter des décisions à leur propos que si les demandes ont été déposées dans le délai mentionné. Les demandes déposées après le 31 juillet 2016 seront évaluées conformément à la LEHE, et si elles donnent droit à des subventions, elles seront approuvées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les demandes évaluées selon l'ancien droit doivent être déposées de manière complète. Conformément à l'al. 2, cela signifie concrètement que les exigences doivent être remplies d'après la

<sup>12</sup> Cf. art. 5, LHES

<sup>13</sup> RS 414.712

<sup>14</sup> [http://www.sbf.admin.ch/dienstleistungen/formulare/00392/index.html?lang=fr#sprungmarke0\\_44](http://www.sbf.admin.ch/dienstleistungen/formulare/00392/index.html?lang=fr#sprungmarke0_44)



phase 4.32 de la norme SIA 102. Les documents exigés dans les directives «Subventions fédérales aux investissements et aux locations (hautes écoles spécialisées)» du 1<sup>er</sup> janvier 2013 sont décrits dans la phase de demande «Projet (phase 4.32)». Au sens de l'*al.* 3, les contributions allouées ne sont dues que si le décompte final relatif au projet de construction réalisé est déposé dans les dix ans à compter de l'entrée de vigueur de la LEHE.

*Art. 8 Demandes de contributions pour des investissements non immobiliers*

Les contributions pour les investissements non immobiliers au sens de l'art. 18, al. 2, let. b, LAU (Acquisition et installation de machines, appareils et outils à usage scientifique ou informatique) seront abrogées. Par conséquent, les demandes correspondantes ne peuvent être déposées que jusqu'au 31 décembre 2015 (*al.* 1). Les contributions ne peuvent être allouées qu'à la condition que le décompte final de l'investissement soit déposé au SEFRI d'ici au 30 septembre 2016 (*al.* 2).

*Art. 9 Accréditation de hautes écoles spécialisées privées*

Conformément à l'art. 75, al. 3, LEHE, les hautes écoles et autres institutions du domaine des hautes écoles qui ont été accréditées après le 1<sup>er</sup> janvier 2011 selon l'ancien droit sont considérées comme accréditées pendant les huit ans qui suivent l'entrée en vigueur de la LEHE. A noter cependant que seule une haute école spécialisée privée, accréditée à mi-2013 par le DEFR, est concernée par l'art. 75, al. 3, LEHE. Puisque cette accréditation a été assortie de conditions, la demande d'accréditation restera pendante jusqu'à ce le DEFR constate, vraisemblablement d'ici le milieu de l'année 2015, si ces conditions ont été remplies.

Afin d'assurer l'achèvement de cette procédure avec l'entrée en vigueur de la LEHE, l'*art.* 1 confère au DEFR la compétence de constater la réalisation des conditions relatives aux décisions prises selon la LHES concernant l'accréditation d'institution des hautes écoles spécialisées privées. Le DEFR fonde sa décision sur l'examen conduit et la recommandation émise par l'agence suisse d'accréditation au sens de la LEHE concernant la réalisation des conditions émises dans sa décision d'accréditation (*al.* 2). Sous le régime de la LHES, le DEFR consultait au préalable la Commission fédérale des hautes écoles spécialisées (CFHES). Comme cette commission sera dissoute à l'entrée en vigueur de la LEHE, l'*al.* 2 spécifie qu'une évaluation préalable par la CFHES n'est plus nécessaire, contrairement à ce que prévoyait la LHES. L'*al.* 3 confirme que ces décisions se fondent sur les directives du DEFR de 2007 sur l'accréditation des hautes écoles spécialisées<sup>15</sup>, sur la base desquelles la procédure d'accréditation d'institution des hautes écoles spécialisées privées a été conduite jusqu'à présent.

*Art. 10 Demandes relatives à l'accréditation de filières d'études*

Sous le régime de la LHES, c'est le DEFR qui accréditait les filières d'études des hautes écoles spécialisées (art. 17a, al. 1 et 2, LHES). Avec l'entrée en vigueur de la LEHE, l'accréditation des filières d'études ne sera plus obligatoire. Une demande d'accréditation pourra néanmoins être présentée à titre facultatif au Conseil suisse d'accréditation (art. 21, al. 3 et art. 28, al. 3, LEHE). Les accréditations de programmes étant facultatives à l'avenir, le SEFRI a informé fin 2013 le Conseil des hautes écoles spécialisées de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (Conseil des HES de la CDIP), la Commission fédérale des hautes écoles spécialisées (CFHES) ainsi que la Conférence des recteurs des hautes écoles spécialisées suisses (KFH) que l'obligation d'accréditation s'appliquera uniquement aux filières d'études introduites jusqu'à l'automne 2012 compris. Pour les filières d'études lancées après cette date, les hautes écoles spécialisées auront cependant la possibilité de demander l'accréditation à titre facultatif (*al.* 1).

<sup>15</sup> <http://www.sbf.admin.ch/themen/01337/01339/01342/index.html?lang=fr>.





De manière analogue à ce qui est prévu dans le cas de l'accréditation d'institution, le DEFR fondera dans ces cas sa décision sur l'examen conduit et la recommandation émise par l'agence d'accréditation chargée du dossier sans évaluation préalable par la CFHES (*al.* 2). L'*al.* 3 précise que l'agence chargée de l'accréditation est celle qui a étudié la demande sous l'ancien droit en qualité d'agence reconnue par le DEFR. En conséquence, outre l'agence suisse d'accréditation, d'autres agences d'accréditation peuvent accréditer des filières d'études. La décision d'accréditation se fonde sur les directives du DEFR de 2007 sur l'accréditation des hautes écoles spécialisées (*al.* 4). Alors que l'accréditation de programmes est aujourd'hui obligatoire et donc gratuite, les agences d'accréditations relevant de la LEHE perçoivent des émoluments couvrant en principe les frais (art. 35, al. 1, LEHE). L'*al.* 5 prévoit par conséquent que dans le cas d'une accréditation facultative de filières d'études fondée sur la LHES, les frais afférents sont à la charge de la haute école spécialisée.

**Art. 11** *Surveillance des hautes écoles spécialisées privées autorisées selon l'ancien droit*

La création et la gestion d'une haute école spécialisée sont actuellement soumises à l'autorisation du Conseil fédéral (art. 14, al. 1, LHES). Cette autorisation est accordée notamment s'il est prouvé que la haute école spécialisée dispose de moyens financiers suffisants et qu'elle présente des garanties de durée (art. 14, al. 2, let. b et c, LHES). A cette fin, le SEFRI contrôle chaque année selon le droit en vigueur le rapport financier des deux hautes écoles spécialisées privées autorisées. Sous le régime de la LEHE, au lieu de l'autorisation du Conseil fédéral, les hautes écoles spécialisées doivent disposer de l'accréditation d'institution accordée par le Conseil suisse d'accréditation. Il est prévu que le conseil examine chaque année les rapports financiers des hautes écoles spécialisées concernées et, le cas échéant, prenne des mesures si la survie d'une école est compromise. Les hautes écoles ont huit ans pour obtenir une accréditation d'institution au sens de la LEHE. L'*al.* 1 prévoit par conséquent que les hautes écoles spécialisées privées continuent d'être placées sous la surveillance du Conseil fédéral jusqu'à ce qu'elles obtiennent l'accréditation d'institution délivrée par le Conseil suisse d'accréditation. Conformément à l'*al.* 2, le SEFRI examine les rapports annuels des hautes écoles spécialisées privées exigés par le Conseil fédéral (en vertu des décisions prises jusqu'ici) et prend les mesures nécessaires pour garantir le bon fonctionnement de l'enseignement. En cas de non-réalisation des conditions posées à l'accréditation, l'*al.* 3 confère en outre au Conseil fédéral la compétence de limiter l'accréditation dans le temps, de l'assortir de conditions ou de la révoquer.

### **Section 3 Dispositions finales**

**Art. 12** *Abrogation d'autres actes*

L'entrée en vigueur de l'O-LEHE coïncidera avec l'abrogation de l'ordonnance relative à la loi fédérale sur l'aide aux universités (OAU)<sup>16</sup> et l'ordonnance sur les hautes écoles spécialisées (OHES)<sup>17</sup>. Afin d'assurer le passage sans heurts des dispositions exécutives de ces deux ordonnances vers l'O-LEHE, certaines dispositions de l'OAU et de l'OHES continueront à être appliquées (notamment en ce qui concerne le financement). Voir à ce propos le commentaire relatif à l'art. 14.

**Art. 13** *Modification d'un autre acte*

L'ordonnance du 27 juin 2007 sur les professions médicales (OPMéd)<sup>18</sup> sera modifiée avec l'entrée en vigueur de l'O-LEHE. Aux art. 7, al. 1, et 11, al. 1, OPMéd, la référence à la LAU est remplacée par une référence à la LEHE et l'Agence d'accréditation visée par la LEHE est nouvellement mentionnée

---

<sup>16</sup> RS 414.201

<sup>17</sup> RS 414.711

<sup>18</sup> RS 811.112.0





comme l'organe d'accréditation compétent. Le Conseil suisse d'accréditation (art. 21 LEHE) sera créé avec l'entrée en vigueur de la LEHE et la signature de la Convention de coopération. Il remplacera l'organe d'accréditation actuel. Les dispositions correspondantes de la loi du 23 juin 2006 sur les professions médicales<sup>19</sup> seront adaptées à la LEHE (art. 71 LEHE).

**Art. 14** *Dispositions transitoires*

Jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions financières le 1<sup>er</sup> janvier 2017 (cf. pt 1.1), les dispositions correspondantes des ordonnances actuelles restent applicables. Il s'agit des art. 6 à 52 OAU et des art. 5, 15, 16, 16b, 16c, 16c<sup>bis</sup>, 16d, 17 à 20 et 26, ainsi que des dispositions transitoires A et B, OHES.

**Art. 15** *Entrée en vigueur*

L'entrée en vigueur de la présente ordonnance est prévue le 1<sup>er</sup> janvier 2015, en même temps que la première partie de la LEHE.

### **III. Ordonnances du DEFR relatives à la LEHE**

#### **1. Ordonnance du DEFR sur l'obtention a posteriori du titre d'une haute école spécialisée**

Conformément à l'art. 25, al. 1, LHES et nouvellement à l'art. 78, al. 2, LEHE, le Conseil fédéral règle les modalités du changement de statut des écoles supérieures reconnues en hautes écoles spécialisées et le port des titres décernés selon l'ancien droit. Le cas échéant, il veille à la conversion des titres décernés selon l'ancien droit. A cette fin, l'ordonnance du DEFR du 4 juillet 2000 sur l'obtention a posteriori du titre d'une haute école spécialisée<sup>20</sup> reste en vigueur. Les modifications apportées dans le *préambule* et l'*art. 1* sont uniquement de nature formelle. Il est fait référence à la LEHE et à l'O-LEHE au lieu des bases correspondantes dans la LHES. La procédure d'audition lancée en décembre 2013 sur l'introduction d'une possibilité d'obtention a posteriori d'un titre d'une haute école spécialisée dans le domaine des soins est en cours d'analyse. Le résultat de ce processus sera également pris en compte dans la révision de l'ordonnance du DEFR sur l'obtention a posteriori du titre d'une haute école spécialisée.

#### **2. Ordonnance du DEFR concernant l'admission aux études dans les hautes spécialisées**

Conformément à l'art. 73, al. 4, LEHE, le département fixe les conditions d'admission supplémentaires (let. a), les conditions d'admission des diplômés d'autres filières de formation (let. b) et les objectifs pédagogiques de l'expérience du monde du travail d'un an exigée dans les divers domaines d'études (let. c). En tant que département compétent, le DEFR en a décidé ainsi jusqu'à l'entrée en vigueur de la LEHE conformément à l'art. 5, al. 3, LHES dans son ordonnance du 2 septembre 2005 concernant l'admission aux études dans les hautes spécialisées<sup>21</sup>. La réglementation du DEFR concernant l'admission également sous le régime de la LEHE reste applicable. Dans le *préambule* et l'*art. 1*, il est désormais fait référence à la LEHE et à l'O-LEHE au lieu de la LHES. En outre, l'*art. 2* présente une

---

<sup>19</sup> RS 811.11

<sup>20</sup> RS 414.711.5

<sup>21</sup> RS 414.715



correction d'ordre linguistique: «une maturité professionnelle» est remplacée par «un certificat de maturité professionnelle».